Union Professionnelle des Préventeurs Privés (en abrégé U3P)

116 Boulevard de la République
78400 CHATOU

STATUTS

Adoptés par l'assemblée générale constitutive
du 25 septembre 2018

TITRE 1 - CRÉATION-AFFILIATION-OBJET

ARTICLE 1 • CRÉATION

Il est créé, en conformité avec les articles L 2131-1 et suivants du code du travail, un syndicat professionnel dénommé :

« Union Professionnelle des Préventeurs Privés », en abrégé U3P

Ci-après dénommée « le Syndicat ».

Ce syndicat est formé entre les personnes physiques ou morales exerçant, à titre principal ou accessoire, une activité professionnelle relative à la prévention des risques professionnels, de façon indépendante ou au sein d'une structure de droit privé quelle qu'en soit la forme juridique et qui adhèrent ou adhéreront aux présents statuts.

ARTICLE 2 • SIÈGE

Le siège social du Syndicat est établi au domicile de l'un des fondateurs :
116 Boulevard de la République, 78400 CHATOU.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de son Conseil d'administration.

ARTICLE 3 • DURÉE

La durée du Syndicat est illimitée.

ARTICLE 4 • OBJET

Le Syndicat a pour objet l'étude et la défense des intérêts matériels et moraux tant collectifs qu'individuels de ses membres, ainsi que la promotion de la profession et plus généralement la diffusion d'une culture de la prévention des risques professionnels dans les organisations publiques et privées de tous secteurs d'activité.

ARTICLE 5 • COMPOSITION

Le Syndicat est composé de différentes catégories de membres :

a) Membres fondateurs, qui sont les membres signataires des premiers statuts du Syndicat :

- La SAS Pôle Prévention, représentée par sa directrice générale, Mme Anne-Marielle POUPLIER
- La SARL Pôle Vérification, représentée par son directeur général, M. Grégoire DUPONT-TINGAUD
- La SARL Point Org Sécurité, représentée par sa directrice technique prévention, Mme Emilie NOËL
- La SAS Impact Prévention, représentée par son président, M. Philippe MÈGE
- La SAS Signal Sud, représentée par sa directrice des ressources humaines (DRH), Mme Isabelle ROGER.

Les membres fondateurs sont membres de droit du Conseil d'Administration et ont le droit de vote.

b) Membres actifs, qui peuvent être :

- des personnes physiques exerçant une profession en lien avec la prévention des risques professionnels, de façon indépendante ou au sein d'une structure de droit privé, quelle qu'en soit la forme juridique et l'activité principale ;
- des personnes morales exerçant une activité dans le domaine de la prévention des risques professionnels.

Les personnes morales, quelle que soit leur forme, sont représentées par leur représentant légal ou toute personne désignée par le représentant légal et exerçant des activités de direction ou d'administration dans l'entreprise.

Les membres actifs paient une cotisation au Syndicat, dont le montant est déterminé par le Conseil

d'administration.

c) **Membres d'honneur**, qui sont les anciens membres actifs ou représentants des membres actifs n'ayant plus d'activité professionnelle et qui ont rendu des services signalés au Syndicat. Ils sont invités aux assemblées générales. Ils n'ont pas de droit de vote.

Le titre de membre d'honneur est décerné par le Conseil d'administration sur proposition du Bureau.

d) **Les membres associés** sont des personnes physiques ou morales proches de la profession et pouvant apporter une dynamique ou un appui au Syndicat. Ils sont invités aux assemblées générales et groupes de travail spécifiques. Ils ont voix consultative.

ARTICLE 6 • ADMISSION

La signature d'un bulletin d'adhésion par le nouvel adhérent vaut admission au sein du Syndicat sous réserve de la validation de cette adhésion par le Conseil d'administration dont la décision est souveraine et non motivée.

ARTICLE 7 • DÉMISSION

Tout membre du Syndicat peut s'en retirer à tout instant. La démission doit être signifiée par lettre recommandée adressée au siège du Syndicat. S'agissant des cotisations, toute année civile commencée est due.

ARTICLE 8 • EXCLUSION, RADIATION

Le Conseil d'administration peut prononcer la radiation de tout membre qui n'exerce plus de profession dans le secteur de la prévention des risques professionnels, ou qui a perdu ses droits civiques.

Par ailleurs, toute personne qui, par ses paroles, ses écrits, ses actes, porte préjudice au Syndicat ou à la profession pourra en être exclue. Cette exclusion, proposée par le Bureau, ne peut être prononcée que par un Conseil d'administration extraordinaire réuni à cet effet. L'intéressé sera alors informé du projet d'exclusion par lettre recommandée, quinze jours avant la réunion, et sera invité à présenter sa défense.

Les personnes frappées d'une interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler, directement ou indirectement, une entreprise commerciale, artisanale ou une personne morale, sont exclues de droit du Syndicat. Elles ne pourront être réadmissibles qu'après avoir justifié de leur réhabilitation.

Les membres n'ayant pas acquitté leurs cotisations dues pourront être exclus après mise en demeure et ne pourront être réadmis qu'après avoir régularisé leur situation.

ARTICLE 9 • CAPACITÉ CIVILE

Le Syndicat jouit de la personnalité civile.

Il peut notamment :

- acquérir ou recevoir à titre gratuit des biens meubles ou immeubles, ou prendre des participations dans des sociétés à vocation immobilière,
- exercer en justice toutes actions pour la défense de ses intérêts propres et pour la défense des intérêts professionnels de ses membres ou de la profession.

Il est représenté, en justice et dans tous les actes de la vie civile, par son Président ou par un membre spécialement désigné à cet effet par le Président ou par le Bureau.

ARTICLE 10 • AFFILIATION

Le Syndicat peut adhérer ou s'affilier à toute organisation, association, syndicat ou regroupement de syndicats, ayant un objet et/ou poursuivant des buts complémentaires et compatibles avec ceux de l'Union Professionnelle des Préventeurs Privés, et notamment à une ou plusieurs fédération(s) professionnelle(s).

TITRE II • FONCTIONNEMENT

ARTICLE 11 • DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

Les adhérents au Syndicat peuvent être regroupés en délégations régionales, sans personnalité morale, pour travailler sur les questions particulières à ce territoire. Ces délégations désignent pour trois ans leur représentant. Cette désignation est validée par le Bureau, qui peut également désigner des représentants dans les régions sans candidat ou sans délégation constituée.

Les représentants des délégations sont membres de droit du Conseil d'administration du Syndicat.

ARTICLE 12 • ASSEMBLÉES GÉNÉRALES : DISPOSITIONS COMMUNES

Les assemblées générales sont composées de tous les adhérents du Syndicat. Les membres actifs ont droit de vote ; ils peuvent se faire représenter par un autre membre actif muni d'un pouvoir écrit. Cependant, un même membre ne peut détenir plus de 2 pouvoirs. Les membres d'honneur et les membres associés sont invités à participer aux assemblées générales ; ils ont voix consultative.

Le Syndicat est convoqué en assemblée générale ordinaire une fois par an et en assemblée générale extraordinaire toutes les fois que le Conseil d'administration le juge nécessaire ou sur la demande écrite d'au moins un quart des membres actifs.

Le Président convoque les assemblées générales par tout moyen à sa convenance (courrier simple ou électronique, annonce de presse...) adressé au moins quinze jours à l'avance.

Le Président et le Bureau en exercice sont de droit Président et Bureau de l'assemblée. A défaut du Président, l'un des vice-présidents assume cette fonction.

ARTICLE 13 • ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire :

- Approuve les comptes de l'année écoulée et le rapport d'activité,
- Vote le budget pour l'année à venir,
- Vote les taux, assiettes et mode de perception des cotisations et droits d'entrée,
- Élit les administrateurs conformément aux stipulations de l'article 16,
- Se prononce sur toute autre question inscrite à l'ordre du jour,
- Nomme le commissaire aux comptes si nécessaire.

L'ordre du jour est fixé par le Bureau.

Les membres peuvent demander au Président, avant la tenue de l'assemblée, d'inscrire à l'ordre du jour toute question relative à l'objet, au fonctionnement ou aux intérêts du Syndicat.

ARTICLE 14 • RÈGLES DE DÉCISION EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de besoin, il est procédé à un second vote à la majorité relative.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée. Toutefois, si elle ne se réunit pas, au jour fixé par la convocation, en nombre suffisant pour

délibérer, la réunion se tient de plein droit dans un délai de 1 à 8 jours sur le même ordre du jour et les décisions sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

Les votes ont lieu à main levée, à moins que le Président de l'assemblée ou le quart au moins des membres présents ou représentés ne demandent un scrutin secret.

Les résolutions sont consignées dans un procès-verbal signé du Président de séance et d'un autre membre du Bureau. Elles sont conservées au sein du Syndicat.

ARTICLE 15 • ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire a pour objet de voter les modifications statutaires et de décider de la dissolution du Syndicat. Elle peut être saisie de toute autre question à la demande du Conseil d'administration. Elle statue à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

Les votes ont lieu à main levée à moins que le Président de l'assemblée ou le quart au moins des membres présents ou représentés ne demandent un scrutin secret.

ARTICLE 16 • CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Syndicat est administré par un Conseil composé :

- Des membres élus par l'assemblée générale dont le nombre ne pourra excéder 3,
- Des membres fondateurs et des représentants des délégations régionales, membres de droit,
- De 1 membre coopté par le Président en raison des mandats qui lui ont été confiés de représenter le Syndicat dans les instances ou organismes où celui-ci est appelé à siéger.

Les membres du Conseil sont élus ou désignés pour 3 ans par l'assemblée générale du Syndicat. Ils sont rééligibles sans limitation.

La qualité de membre du Conseil d'administration est personnelle.

Les membres du Conseil doivent jouir de leurs droits civiques et en outre n'être l'objet d'aucune interdiction, déchéance ou incapacité relative à leurs droits civiques conformément à l'article L 2131-5 du code du travail.

Ils doivent obligatoirement exercer des pouvoirs d'administration et de direction dans une entreprise à jour de ses cotisations au Syndicat.

Les membres du Conseil dont l'entreprise fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire sont réputés démissionnaires d'office.

Les fonctions des Administrateurs sont gratuites, les frais de déplacements ou autres, afférents aux représentations des administrateurs dans le cadre du Conseil d'administration ou du Bureau ne donnent pas lieu à remboursement.

Toutefois, après accord préalable du Président, les frais engagés dans le cadre syndical, pour des activités et représentations décidées par le Bureau, peuvent être remboursés sur justificatif.

ARTICLE 17 • POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion du Syndicat. Il peut constituer toute commission pour l'étude des questions qu'il juge opportunes.

Le Conseil peut entendre, à titre consultatif, toute personne susceptible de l'éclairer, même si elle n'est pas membre du Syndicat.

ARTICLE 18 • FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration se réunit au moins 1 fois par an et toutes les fois que le Président le juge nécessaire ou que la demande en est présentée au Président par au moins un quart des membres du Conseil.

Le Président convoque le Conseil d'administration par tout moyen au moins huit jours à l'avance sauf cas d'urgence.

Les réunions du Conseil sont présidées par le Président et, en son absence, par l'un de vice-présidents.

Le Conseil ne peut valablement délibérer que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée. Toutefois, si le Conseil ne se réunit pas, au jour fixé par la convocation, en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit dans un délai de 1 à 8 jours sur le même ordre du jour et les décisions sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

Les membres du Conseil peuvent se faire représenter par un autre membre et déléguer leur pouvoir à cet autre membre. Chaque membre ne peut disposer de plus de deux pouvoirs.

Les votes ont lieu à main levée, à moins que le Président ou le quart au moins des membres présents ou représentés ne demandent un scrutin secret.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Chaque séance du Conseil d'administration fait l'objet d'un procès-verbal.

ARTICLE 19 • MANDATAIRES

Chaque fois que nécessaire, les différents mandataires désignés pour représenter le Syndicat viennent rendre compte de leur mandat devant le Conseil d'administration et éventuellement solliciter des instructions. Entre deux réunions du Conseil, les instructions peuvent être sollicitées directement auprès du Président.

ARTICLE 20 • BUREAU

Le Bureau comprend au moins 3 membres et au plus 9 membres, choisis parmi les membres du Conseil d'Administration dont :

- Un Président
- Un ou plusieurs Vice-présidents
- Un Trésorier choisi parmi les Vice-présidents
- Un Secrétaire général.

Les premiers membres du Bureau sont les 5 membres fondateurs du Syndicat. A partir de la première assemblée générale, ils sont élus par le Conseil d'administration parmi ses membres pour trois ans.

Le mandat de membre du Bureau est compatible avec celui de représentant de délégation territoriale. Il est renouvelable sans limitation.

ARTICLE 21 • POUVOIRS DU BUREAU

Le Bureau exécute les décisions du Conseil d'administration et assure le fonctionnement du Syndicat. Il expédie les affaires courantes. Il est habilité à prendre toutes décisions qui ne peuvent attendre la prochaine réunion du Conseil. Il prépare les réunions du Conseil d'administration. Il prépare le budget et arrête les comptes qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

ARTICLE 22 • FONCTIONNEMENT DU BUREAU

Le Bureau se réunit sur la convocation du Président autant de fois que nécessaire. Les délibérations du Bureau

sont prises à la majorité absolue des membres le composant, la voix du Président étant prépondérante en cas d'égalité.

ARTICLE 23 • PRÉSIDENT

Le Président est élu parmi les administrateurs membres actifs du Syndicat. Il doit être à jour de ses cotisations. Les candidats à la présidence du Syndicat doivent adresser leur candidature par écrit au Bureau au moins 20 jours avant la date de l'élection. La candidature est accompagnée de la déclaration sur l'honneur dont le modèle est joint en annexe aux présents statuts.

Le Président doit être âgé de moins de 65 ans à la date de son élection, être le représentant légal de son entreprise ou y exercer une fonction de direction effective.

Le Président est le représentant légal du Syndicat. Il peut ester ou témoigner en justice, se porter partie civile. Il représente le Syndicat dans toutes les réunions officielles. Le Président a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter les décisions du Bureau et du Conseil d'administration et pour la réalisation de l'objet des présents statuts. Il est habilité à effectuer toutes opérations sous réserve de l'avis du Bureau si elles représentent des engagements financiers exceptionnels.

Le Président est membre de droit de toutes les commissions instituées par le Syndicat où il a voix délibérative comme les autres membres.

Le Président peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs membres du Bureau, du Conseil ou au Délégué général du Syndicat.

Il peut également déléguer une partie de ses pouvoirs à toute autre personne de son choix après délibération en Conseil d'administration.

ARTICLE 24 • VICE-PRÉSIDENTS

Les Vice-présidents secondent le Président dans l'exercice de ses fonctions. Ils peuvent assister à toute réunion de commissions du Syndicat avec voix délibérative. Ils remplacent le Président en cas d'indisponibilité de celui-ci.

Le Président choisit, en fonction des circonstances, le Vice-président chargé de le suppléer. S'il ne le fait pas, c'est le Vice-président le plus jeune qui assure le remplacement.

En cas de vacance définitive du poste de Président, le Vice-président suppléant assure la présidence par intérim, jusqu'à l'élection dans les meilleurs délais, d'un nouveau Président par le Conseil d'administration. Le nouveau Président est élu pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Il pourra ensuite briguer éventuellement deux nouveaux mandats.

ARTICLE 25 • TRÉSORIER

Le Trésorier est l'un des Vice-présidents qui exerce le contrôle général du budget. Il a délégation du Président pour engager seul les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement du Syndicat. Les autres dépenses sont engagées par le Président ou par le Trésorier sur visa du Président.

Il peut assister à toutes les réunions des commissions du Syndicat avec voix délibérative, et nécessairement lorsque les questions portées à l'ordre du jour risquent d'avoir des incidences financières pour le Syndicat.

Il est assisté dans ses fonctions par le Délégué général du Syndicat.

ARTICLE 26 • SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAT

Le Secrétaire général du Syndicat est un membre du Bureau chargé de la correspondance générale. Il rédige le rapport moral annuel présenté en réunion de l'assemblée générale. Il est chargé de la rédaction des procès-verbaux des séances de l'assemblée générale, du Conseil d'administration et du Bureau, qu'il signe conjointement avec un autre membre du Bureau.

Il classe et conserve les archives du Syndicat.

Il peut se voir confier des fonctions supplémentaires par le Président, comme par exemple la communication, après approbation des autres membres du Bureau.

Il est assisté dans ses fonctions par le Délégué général du Syndicat.

ARTICLE 27 • DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU SYNDICAT

Un Délégué général peut être nommé par le Bureau.

Le Délégué général du Syndicat, choisi en dehors des adhérents, est placé sous l'autorité du Président qu'il assiste dans ses fonctions.

Il est recruté par le Bureau sur proposition du Président. Son salaire et ses conditions de travail sont fixés par le Président.

Le Délégué général dirige l'ensemble des services du Syndicat et s'assure notamment de leur mobilisation au profit des missions courantes dévolues au Trésorier et au Secrétaire général.

Il peut recevoir toutes délégations permanentes ou temporaires de l'assemblée générale, du Conseil d'administration, du Bureau ou du Président, notamment pour représenter le Syndicat dans les actions ou instances judiciaires dirigées contre le Syndicat ou en son nom, ainsi que pour signer toutes pièces de procédure.

ARTICLE 28 • RÈGLEMENT INTERIEUR

Le Conseil d'administration peut établir et ensuite modifier tout règlement intérieur concernant le fonctionnement du Syndicat.

TITRE III • RESSOURCES

ARTICLE 29 • RESSOURCES

Les ressources du Syndicat proviennent :

- Des cotisations de ses membres,
- Des subventions, dons ou legs,
- Des produits de toute nature en rapport avec son objet (manifestations, études, publications, etc.),
- Des intérêts de tous titres, fonds placés ou créances,
- Des revenus de tous immeubles que le Syndicat possède ou pourra acquérir,
- De toutes autres ressources qui pourraient être acquises par suite d'opérations réalisées en conformité avec la loi et les présents statuts.
-

ARTICLE 30 • MODE DE DÉTERMINATION DES COTISATIONS

L'assemblée générale vote chaque année, sur proposition du Bureau, les taux, assiette et mode de perception des cotisations comme indiqué à l'article 13.

ARTICLE 31 • COMPTABILITÉ

Le Syndicat tient une comptabilité qu'il soumet à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

TITRE IV -MODIFICATION DES STATUTS et DISSOLUTION

ARTICLE 32 • MODIFICATION DES STATUTS

Toute modification des statuts doit faire l'objet d'une proposition du Conseil d'administration et être soumise à la décision d'une assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 33 • DISSOLUTION

La dissolution du Syndicat peut être proposée par son Conseil d'administration à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

Elle sera prononcée par une assemblée générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet et statuant à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire décide alors de la dévolution de l'actif du Syndicat, conformément à la législation en vigueur et désigne le ou les liquidateurs.

Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale constitutive du 25 septembre 2018.